

Madame la Rectrice,  
Mesdames, Messieurs

Depuis sa nomination, le Ministre de l'Education nationale s'exprime beaucoup. A la télévision, à la radio, dans la presse écrite, il décline ses visions pour l'Ecole. M. Blanquer a annoncé, dès sa nomination, qu'il n'y aura pas de nouvelle loi. C'est par ses discours, ses très nombreuses interviews et par ses messages aux recteurs et inspecteurs qu'il compte faire évoluer la Refondation.

Pas besoin de nouvelle loi, en effet, pour revenir sur l'organisation de la semaine scolaire, il suffit de supprimer le verrou réglementaire et de laisser les intérêts des adultes s'exprimer.

Pas besoin d'abroger la réforme du collège quand il suffit là aussi de compter sur les classes moyennes et supérieures, celles qui détiennent le pouvoir dans les conseils d'administration de très nombreux collèges, pour voir reflourir les options qui profitent d'abord à leur enfants.

Pas besoin non plus de remettre en cause les nouveaux programmes de cycle, il suffit seulement de faire entendre que les repères annuels sont indispensables et de compter sur le fait qu'une logique curriculaire est beaucoup plus exigeante sur le plan professionnel pour que très vite, la forme scolaire la plus classique reprenne ses droits dans nos écoles et nos établissements.

Au rythme où vont les choses, la loi dite de Refondation sera bientôt réduite à peau de chagrin.

Décidemment ce ministre est bien difficile à saisir...

Entre les gages qu'il multiplie en direction des plus conservateurs et les intentions qu'il affiche de moderniser le baccalauréat et le lycée et de revaloriser la voie professionnelle ;

entre les discours sur la confiance aux équipes et une volonté d'imposer ses méthodes qui « marchent » ;

entre le retour en force des « fondamentaux » et les propos réguliers sur l'importance des arts et de la culture mais aussi sur le bien-être et la bienveillance,

il faut bien reconnaître qu'à l'Unsa-Education on y perd notre latin...

Certes, notre ministre plait à l'opinion publique : il sait rassurer en évoquant une école du passé, quelque peu mythifiée. Mais pour l'Unsa-Education, on ne forme pas les élèves d'aujourd'hui, pour la société de demain, avec l'Ecole d'hier, voire d'avant-hier !

Les annonces se succèdent, les priorités s'empilent.

Mais, si le ministère se recentrait un peu sur les personnels ?

S'adressant aux personnels, le ministre ne cesse de parler de confiance... mais il cultive la méfiance, voire la défiance. La confiance, ça se gagne ! Il ne suffit pas de l'évoquer, encore faut-il la construire... Cela passe par la reconnaissance du professionnalisme de l'ensemble des personnels de l'Education nationale, en ne dénigrant pas leur travail accompli jusqu'ici...

A l'Unsa-Education, nous pensons qu'il faut se recentrer sur les professionnels pour faire progresser l'Ecole. Soutenir l'engagement des individus et des équipes, permettre à chacun de développer ses compétences, améliorer la mobilité, se préoccuper de leur qualité de vie au travail... voilà des leviers que notre ministre serait bien inspiré d'actionner pour que chacun puisse construire son projet professionnel et personnel, utile et nécessaire à la réussite de l'Ecole. Cela s'appelle la gestion des ressources humaines. Et en la matière il est urgent que notre ministre change de logiciel.

Or, comment ne pas avoir de craintes dans ce domaine lorsque l'on voit le plan social qui a touché l'Education nationale en cette rentrée.

Après la disparition des contrats aidés, attention aux réductions de postes attendues dans notre académie. Ayons toujours à l'esprit que notre académie, fragilisée sur le plan économique, accueille de très nombreux élèves dans des conditions d'extrême précarité ce qui impacte leur scolarité. Il est donc indispensable que tous nos élèves bénéficient d'équipe pluridisciplinaire renforcée pour rétablir une égalité sociale. Le « donner plus pour ceux qui ont le moins » doit bénéficier à notre académie.

Enfin, comment ne pas être inquiets quand on voit comment l'Etat s'occupe de ses agents et donc, entre autres, des personnels de l'Education nationale.

Où est le discours du 12 avril 2017 du candidat Macron, devenu président de la République, sur le gain de pouvoir d'achat pour tous, y compris les fonctionnaires ?

L'Unsa-Education avec l'Unsa-Fonction Publique est très déçue du premier rendez-vous salarial du quinquennat.

Certes, le dispositif mis en place compensera la hausse de la CSG et couvrira tous les agents. Mais, au final, les agents publics ne gagneront pas de pouvoir d'achat comme les autres actifs, contrairement aux promesses du Président de la République.

L'UNSA déplore qu'en conséquence, sur la feuille de paye du mois de janvier 2018, la rémunération soit en baisse en raison des hausses de cotisations « retraite » des fonctionnaires.

Concernant le protocole PPCR, le ministre a réaffirmé son application durant le quinquennat. Mais l'UNSA regrette vivement l'annonce d'un report du calendrier de mise en œuvre d'un an.

Cette décision remet en cause la parole de l'Etat et fragilise les futures discussions. Surtout, elle ne reconnaît pas les efforts demandés aux agents publics depuis 2011, date du premier gel de la valeur du point d'indice.

A l'heure du « Grand chantier sur l'action publique 2022 », l'UNSA rappelle qu'aucune réforme ne devrait se faire sans les agents publics. Ces annonces ne sont pas les signaux positifs que ceux-ci méritaient, ni que l'UNSA attendait.